

**Déclaration FSU
CSA spécial départemental
Jeudi 13 février 2025**



Monsieur le DASEN des Landes par interim, Mesdames et messieurs les membres du CSASD,

Nous nous retrouvons aujourd'hui dans un contexte politique perturbé pour aborder la carte scolaire qui devrait permettre de remettre l'École au rang des priorités nationales et de faire front pour imposer d'autres choix, notamment en termes de moyens. En espérant que nos objectifs soient les mêmes.

Le PLF 2025 prévoyait 3 155 suppressions de postes dans le 1^{er} degré. La ministre, elle-même, reconnaît que cette proposition aurait eu un impact sur les conditions éducatives.

Le schéma d'emplois est donc revu. Le nombre de suppressions est ramené à 470 emplois dans le 1^{er} degré. Pour la FSU, l'abandon des suppressions de postes initialement prévues est un premier pas mais les 470 suppressions vont entraîner de nouvelles fermetures de classes. Les prévisions de rentrée 2025 annoncent la poursuite de la dégradation des conditions de travail et d'enseignement, au détriment des personnels et des élèves.

Les effectifs moyens dans les classes baissent en raison de la démographie scolaire, mais ils restent, rappelons-le, plus élevés en comparaison des pays de l'Union Européenne (19 élèves).

La baisse démographique est une réalité, mais la société française, traversée par des crises socio-économiques, est marquée par des inégalités profondes contre lesquelles l'école doit lutter. Les effectifs baissent mais la société, les familles, les élèves, ne sont plus les mêmes et ont plus d'attente vis à vis de l'école, mettant toujours plus les agent·es sous pression, qui le sont déjà de plus en plus par la hiérarchie.

Salaires, formation initiale et continue, attractivité du métier, temps de travail, remplacement, contractualisation, AESH, rendez-vous de carrière, nouveaux programmes sont autant de chantiers primordiaux que nous souhaitons voir avancer.

La FSU souhaite des débats sereins, sans pression. Les personnels élu·es ont besoin de pouvoir bien faire leur travail, et pour cela la transparence est un incontournable.

La FSU rappelle que la qualité du dialogue social peut se mesurer certes à la qualité de l'écoute mais surtout à la prise en compte de la parole des organisations syndicales représentatives qui connaissent le terrain.

Il aura fallu pas moins de six ministres de l'Education nationale et des mois d'attente depuis un consensus trouvé après une large consultation avec les organisations syndicales, les parents d'élèves, les associations de spécialistes pour que le programme Eduquer À la Vie Affective, Relationnelle et à la Sexualité (EVARS)

prenne enfin corps. Un consensus mis à mal par l'ancien ministre délégué à la réussite scolaire et les pressions et infox d'associations et de collectifs réactionnaires cherchant à susciter une panique morale auprès de l'opinion publique. La FSU se félicite de sa mise en place tant il participe à la connaissance et à l'estime de soi, à la prévention contre les violences sexistes et sexuelles, les discriminations de genre et la construction de relations égalitaires. Il mêle dimension éducative et citoyenne pour permettre aux élèves de se connaître, de connaître les autres mais aussi de grandir comme citoyen·e éclairé·e dans la société complexe qui les entoure. C'est une victoire pour l'Ecole, les élèves et les personnels. La FSU mettra désormais tout en œuvre pour que ce programme s'applique partout et demande maintenant au Ministère de mettre en place les formations adéquates EN PRESENTIEL.

Mardi 11 février 2005, une nouvelle loi, prometteuse voyait le jour. 20 ans après, le constat est plus que contrasté. Cet anniversaire devrait être l'occasion de célébrer une avancée majeure pour notre système éducatif. Mais dans nos écoles, la réalité est toute autre : faute de moyens, l'inclusion scolaire reste un vœu pieux, bien loin des ambitions affichées. Sans revenir, sur tout ce qui reste à améliorer en terme d'accessibilité, d'inclusion, de condition de travail pour les personnels et d'apprentissage pour les élèves, la FSU réaffirme ici son engagement pour une école pour toutes et pour tous, quel que soit son profil familial ou médical.

Dans les Landes, alors que nous aurions pu profiter de la baisse démographique pour rattraper le taux d'encadrement moyen national et offrir des apprentissages sereins, de qualité à toutes et tous, notamment à ceux qui en ont le plus besoin, nous allons rendre un poste. Votre projet (plus d'une trentaine de fermetures possibles pour 13 ouvertures) aura plusieurs conséquences : une augmentation des classes multi-niveaux, la négation de l'école maternelle comme une véritable école lieu privilégié de socialisation, d'accès au langage, lieu où l'on prend son temps, une dégradation des conditions d'accueil et d'apprentissage des élèves les plus en difficulté. Nous nous inquiétons de voir cette année en discussion deux fusions d'école, qui auraient même pu être au nombre de trois. La fusion est une technique de gestion pour une économie d'échelle : parce que le maintien des petites structures c'est coûteux ! En terme de taux d'encadrement P/E, de décharge de direction, d'indemnité de direction...et parce que cela signe la disparition de l'école maternelle. Enfin, la fusion de deux écoles entraîne le plus souvent la fermeture d'une classe à court ou moyen terme. Nous réaffirmons notre opposition totale.

Les besoins en postes de remplaçants supplémentaires se font de plus en plus importants. Les situations de mauvaises conditions d'enseignement et de travail dues à ces remplacements de plus en plus difficiles se multiplient dans le département. Les congés maternité, les demandes d'autorisation d'absence de droit ne peuvent même plus être honorées. Cela met tout le monde en souffrance (les élèves, les enseignant.es non remplacé.es, enseignant.es qui accueillent les élèves des collègues non remplacé.es, les secrétaires de circonscription, les parents d'élèves). Personne n'est épargné par ces conditions de travail toujours plus difficiles. Il y a urgence à agir en créant des postes de TR. Mais l'argument « autant de fermetures qui

permettront la création de postes de TR » avancé en groupe de travail n'est pas acceptable. La réorganisation géographique que vous proposez est insuffisante pour améliorer les difficultés liées à ce point.

Enfin, aucun moyen n'est prévu a priori pour une meilleure prise en compte de la grande difficulté scolaire. Nous revendiquons toujours le retour des « Plus de maitres que de classes », un RASED complet pour 800 élèves soit 2 enseignant·es spécialisé·es et un·e psychologue scolaire assorti de moyens pour leurs déplacements compte tenu de la taille de notre département.

Dans un autre registre, que penser des formations déjà positionnées ou qui viennent s'ajouter à la dernière minute dans cette période très chargée. Les équipes sont submergées par les temps de concertation : rendez-vous parents, équipes éducatives ou équipe de suivi de scolarisation, conseils des maîtres, de cycle et d'écoles et des tâches administratives toujours plus importantes.

Pour la FSU, il y a urgence à entendre les difficultés et les besoins des personnels sur le terrain pour porter un projet émancipateur pour l'école publique de qualité, juste, équitable et égalitaire qui permette à tous les élèves de réussir. Pour cela, la FSU exige des moyens pour que les personnels puissent exercer leur métier sereinement et avec toute la liberté de concevoir et d'agir.

Pour la FSU, l'Ecole ne devrait, à aucun moment, être considérée comme un coût mais vue comme un investissement, de court, moyen et long terme. La lutte contre les inégalités devrait être érigée en grande cause nationale ! L'équité de traitement devrait être recherchée, coûte que coûte et quoi qu'il en coûte !

Nous vous remercions pour votre attention.

Pour la délégation FSU : Laure Cazenave, Lucie Dagès, Cathy Vigneau Laffargue et Nicolas Fayemendy.

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and strokes, positioned centrally below the text.